

ZAC du Smadéor : nouvelle réunion des opposants



Après deux réunions publiques en juin à Sarcey, puis Saint-Romain-de-Popey, c'est à Pontcharra (Vindry-sur-Turdine) que le collectif Quicury a rassemblé ses militants. Photo Progrès/Francois-Xavier BREUILLON

Depuis le 7 octobre dernier, le collectif "Quicury prenons soin de notre territoire" a le statut d'association. Ce vendredi 22 novembre, il organisait une nouvelle réunion publique pour convaincre et recueillir des adhésions. Objectif : l'abandon des projets d'activités logistiques sur la ZAC du Smadéor.

Environ 120 personnes ont participé ce vendredi soir, salle de la commanderie, à Pontcharra (Vindry), à la troisième réunion publique organisée par le collectif "Quicury, prenons soin de notre territoire", qui était né en juin pour tenter de contrer la création de nouvelles zones d'activités écono-

miques sur Sarcey/Saint-Romain-de-Popey. L'occasion pour la toute jeune association de lancer une grande campagne d'adhésions, faire signer une pétition et rappeler ses arguments.

40 hectares concernés

Dénonçant une nouvelle fois le manque de concertation, les responsables mettaient en avant la disparition des espaces agricoles, les pollutions à venir, le miroir aux alouettes des embauches promises. Ils prônaient plutôt le maintien d'un environnement rural, en développant la vocation nourricière des terres de l'ouest lyonnais.

Dans notre édition du 24 octobre, Michel Mercier, président de la communauté de communes de

l'Ouest rhodanien (COR), ayant compétence pour le développement économique, s'était redit ouvert au dialogue. Il avait assuré que la dimension écologique était prise en compte. Et il avait souligné : « Quand on parle de santé publique, il faut aussi prendre en compte la santé mentale des gens. Ici, nous sommes dans un bassin touché par le chômage et cela a des effets néfastes sur le psychique. »

Devant initialement s'étendre sur 100 hectares, la ZAC du Smadéor est aujourd'hui finalement prévue sur 40 hectares. ID Logistics et la Smad devraient s'installer. Plus de 500 emplois sont annoncés. Deux terrains restent à pourvoir.